

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1993/NGO/32
23 février 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-neuvième session
Point 11 b) de l'ordre du jour

ACTION VISANT A ENCOURAGER ET DEVELOPPER DAVANTAGE LE RESPECT
DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES ET, NOTAMMENT,
QUESTION DU PROGRAMME ET DES METHODES DE TRAVAIL DE LA COMMISSION

INSTITUTIONS NATIONALES POUR LA PROMOTION ET
LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

Exposé écrit présenté par Human Rights Advocates,
organisation non gouvernementale dotée
du statut consultatif (catégorie II)

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[18 février 1993]

CORPS LEGISLATIFS ET DROITS DE L'HOMME

1. Le rapport fort utile du Secrétaire général (E/CN.4/1993/33) mentionne principalement les "commissions, comités, conseils des droits de l'homme et ombudsmen" (voir notamment le paragraphe 19 de ce rapport).

2. Le but du présent exposé est de rappeler aux gouvernements que les corps législatifs et les groupes législatifs nationaux sont souvent ceux qui sont le mieux à même d'aider les représentants auprès de l'Organisation des Nations Unies et les fonctionnaires qui s'occupent de la protection et de la promotion des droits de l'homme. Aux Etats-Unis, depuis plus de 25 ans, on a souvent fait valoir que, dans la pratique, les comités législatifs étaient probablement les "ombudsmen" les plus efficaces.

3. Le plus important, peut-être, c'est que des assemblées législatives démocratiquement élues peuvent non seulement contrôler, mais aussi disposer. Si l'on considère ici encore l'expérience des Etats-Unis, on constate en effet que les activités du Congrès dont on a le plus parlé ont généralement été des activités concernant des traités, pour la ratification desquels l'accord du Sénat est indispensable, ou des textes législatifs, approuvés par les deux Chambres du Congrès, qui renforcent la mise en oeuvre et l'application des traités.

4. Que, dans de nombreux pays, les corps législatifs puissent effectivement contribuer à assurer le respect par le gouvernement des dispositions de la Charte des Nations Unies relatives aux droits de l'homme, on le voit bien à la lecture de ces brefs extraits de textes législatifs déterminants promulgués par le Congrès des Etats-Unis dans les années 70 : "Le Président est tenu d'élaborer et de mener [certains] programmes ... de façon à promouvoir et à faire progresser la cause des droits de l'homme ..." (22 U.S.C. & 2304 a) 3)). Voir également la disposition 22 U.S.C. & 2384 f) 2) C), qui, énonçant les devoirs du Sous-Secrétaire d'Etat aux droits de l'homme et aux affaires humanitaires, se réfère à sa "responsabilité générale pour ce qui est de l'élaboration de la politique du Gouvernement des Etats-Unis dans le domaine des droits de l'homme ...".
